

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2081

[C - 27542]

**27 JUIN 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant approbation du règlement d'ordre intérieur du comité de gestion
de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995, relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 33, alinéa 2;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, figurant en annexe.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

TITRE I^{er}. — DU FONCTIONNEMENT DU COMITE DE GESTION

CHAPITRE I^{er}. — *Des convocations*

Article 1er. § 1er. Le président convoque les membres du comité de gestion ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Le comité de gestion fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Le président fixe la date et l'heure des autres séances après consultation de l'administrateur général.

Le président est tenu de réunir le comité :

- soit à la demande du Gouvernement;
- soit à la demande d'un quart des membres effectifs du comité.

Le président veille à recueillir l'avis du conseil d'avis compétent dans les délais requis, en application de l'article 36, alinéa 1er, du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

Art. 2. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres effectifs et suppléants. Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres à l'administrateur général. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence.

Art. 3. § 1er. L'ordre du jour est fixé par le président en concertation avec l'administrateur général.

A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour est approuvé. Il peut être modifié ou complété.

§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire pour chaque point. Chaque fois que possible, un projet de décision est présenté.

CHAPITRE II. — *Lieu de réunion*

Art. 4. Le comité de gestion se réunit dans les locaux de l'Agence. Dans des cas exceptionnels, il peut se réunir en tout autre lieu.

CHAPITRE III. — *Assistance aux réunions*

Art. 5. Un membre suppléant siège lorsque le membre effectif dont il assume la suppléance est empêché. Il appartient au membre effectif empêché de demander à son suppléant de le remplacer.

Les convocations et documents de travail sont adressés aussi bien aux membres suppléants qu'aux membres effectifs.

En cas d'empêchement du président, ses attributions sont exercées par le vice-président le plus ancien, ou à égalité d'ancienneté, par le plus âgé.

Art. 6. Assistent avec voix consultative :

- 1° le commissaire du Gouvernement;
- 2° le délégué du Ministre du Budget;
- 3° l'administrateur général;
- 4° l'administrateur général adjoint;
- 5° le président du conseil consultatif wallon des personnes handicapées;
- 6° les personnes invitées au titre d'expert sur décision du comité ou du bureau;
- 7° les membres du personnel de l'Agence désignés par l'administrateur général en exécution de l'article 12.

Art. 7. Le comité de gestion se réunit à huis clos.

Art. 8. Lorsqu'un membre du comité de gestion doit, en raison de circonstances particulières dues à son handicap, se faire assister d'une personne, celle-ci est tenue :

- de s'abstenir d'intervenir à titre personnel dans les délibérations;
- d'observer strictement la discipline des réunions;
- de garder le secret des délibérations;
- de s'engager par écrit à se conformer aux obligations précitées.

CHAPITRE IV. — *Délibérations et votes*

Art. 9. Les membres du comité de gestion ainsi que les personnes ayant voix consultative signent une liste de présence.

La réunion est ouverte par le président à la condition que le comité de gestion soit en nombre pour délibérer valablement.

Si, après une convocation régulière, le comité ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la réunion fixée par une seconde convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les projets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 10. Le président du comité de gestion ouvre, dirige et clôt les débats, il accorde, refuse ou retire la parole.

Il assure le bon fonctionnement de la réunion, maintient l'ordre et fait observer le règlement.

Art. 11. Les points inscrits à l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre ou ils y figurent. Cet ordre peut cependant être modifié par décision du président ou du comité de gestion.

Art. 12. L'administrateur général, assisté de l'administrateur général adjoint, fait rapport sur chacune des questions inscrites à l'ordre du jour. Il peut se faire assister de membres du personnel de l'Agence.

Art. 13. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au comité, dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au président avant la réunion. Le commissaire du Gouvernement peut également faire usage de ce droit.

Art. 14. Toute délibération relative à un des points figurant à l'ordre du jour peut être ajournée par décision du comité de gestion sur la proposition du président.

Art. 15. § 1er. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres effectifs ou suppléants présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention. Elle est actée au procès-verbal.

Lorsque l'unanimité n'a pu se faire lors d'un vote, l'avis motivé de la minorité est, à la demande de celle-ci, actée au procès-verbal de la réunion.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le comité de gestion peut, pour les questions de personnes, décider de voter par scrutin secret.

CHAPITRE V. — *Les procès-verbaux*

Art. 16. L'administrateur général établit un projet de procès-verbal. Le procès-verbal indiquera les noms des membres présents, les noms des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de réunion, ainsi que les noms des personnes présentes avec voix consultatives et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats ainsi que le résultat des votes.

Art. 17. Le comité de gestion peut, en cas d'urgence, approuver en séance le procès-verbal en tout ou en partie.

Le comité de gestion arrête le texte définitif des procès-verbaux.

Les procès-verbaux du comité de gestion sont confidentiels.

Art. 18. Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président et l'administrateur général ou par leur remplaçant. Ils sont conservés au siège de l'Agence.

Art. 19. Les membres du comité de gestion et les personnes qui y assistent avec voix consultative ont en tout temps le droit de consulter les procès-verbaux.

Art. 20. Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par l'administrateur général.

CHAPITRE VI. — *Exécution et publication des décisions*

Art. 21. L'exécution des décisions du comité de gestion est confiée à l'administrateur général.

L'exécution se fait sans attendre l'approbation du procès-verbal sauf pour les points dont le comité a décidé d'en différer l'exécution jusqu'après l'approbation du procès-verbal.

CHAPITRE VII. — *Droits et devoirs des membres du comité de gestion*

Art. 22. Les membres qui désirent obtenir ou communiquer des informations complémentaires sur les points inscrits à l'ordre du jour se mettent en rapport avec l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint.

Art. 23. L'administrateur général met à la disposition de chaque membre un recueil des textes légaux et réglementaires ayant trait aux questions qui ressortissent à la compétence du comité de gestion. Il tient ce recueil à jour.

Art. 24. La présence aux réunions est obligatoire. En cas d'empêchement, le membre en donne avis au président.

Art. 25. Il est interdit aux membres du comité de gestion d'être présents à la délibération sur les objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel.

Art. 26. Les membres et personnes ayant pris part aux réunions sont tenus de conserver le secret sur les délibérations.

CHAPITRE VIII. — *Des groupes de travail*

Art. 27. Le comité de gestion peut créer en son sein des groupes de travail chargés d'étudier des questions déterminées. Il en arrête la composition et les modalités de fonctionnement.

TITRE II. — DU FONCTIONNEMENT DU BUREAU

CHAPITRE Ier. — *Des convocations*

Art. 28. § 1er. Le président convoque les membres du bureau ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative :

- 1° le commissaire du Gouvernement;
- 2° le délégué du Ministre du Budget;
- 3° l'administrateur général;
- 4° l'administrateur général adjoint;
- 5° les personnes invitées au titre d'experts sur décision du bureau.

Le comité de gestion fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires du bureau. Celui-ci prépare les réunions du comité de gestion et surveille la gestion journalière de l'Agence.

§ 2. Le président fixe la date et l'heure des autres réunions après consultation de l'administrateur général.

§ 3. Les convocations sont adressées, l'ordre du jour fixé et le lieu de réunion choisi selon des modalités analogues à celles visées aux articles 2 à 4.

CHAPITRE II. — *Délibérations et votes*

Art. 29. Les délibérations et votes s'effectuent selon des modalités analogues à celles visées aux articles 9 à 15.

CHAPITRE III. — *Des droits et devoirs des membres du bureau, des procès-verbaux, de l'exécution et de la publication des décisions*

Art. 30. Les droits et devoirs des membres du bureau ainsi que des personnes convoquées à ses réunions sont réglés conformément aux dispositions des articles 22 à 26.

L'établissement des procès-verbaux, l'exécution et la publication des décisions sont réglés selon des modalités analogues à celles visées aux articles 16 à 21.

TITRE III. — DES POUVOIRS DE GESTION JOURNALIERE

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Art. 31. L'administrateur général exerce, sous l'autorité du comité de gestion, la haute surveillance des services centraux et des services extérieurs de l'Agence. Il en coordonne les travaux et en assure l'unité de gestion.

L'administrateur général a autorité sur le personnel, veille à la discipline et assure l'organisation des services.

CHAPITRE II. — *Budget*

Art. 32. L'administrateur général dirige et coordonne l'élaboration du budget et en assure l'exécution.

CHAPITRE III. — *Personnel*

Art. 33. Le comité de gestion est seul compétent pour :

- 1° déclarer la vacance de tout emploi en vue d'y pourvoir par promotion, par mutation ou par recrutement;
- 2° définir les conditions d'engagement des agents contractuels;
- 3° muter d'office un fonctionnaire;
- 4° accorder une dérogation temporaire à l'interdiction du cumul d'activités;
- 5° infliger une sanction disciplinaire autre que le rappel à l'ordre ou le blâme;
- 6° placer un fonctionnaire en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 7° prononcer une suspension préventive;
- 8° licencier un agent contractuel avec préavis ou avec indemnité compensatoire de préavis;
- 9° octroyer des fonctions supérieures aux fonctionnaires de niveau 1.

Art. 34. Le bureau est compétent pour :

- 1° engager un agent contractuel;
- 2° licencier un agent contractuel durant la période d'essai;
- 3° autoriser les suspensions d'activité plaçant les fonctionnaires en position de non-activité;
- 4° placer un fonctionnaire en disponibilité pour convenance personnelle.

Art. 35. L'administrateur général peut prendre toute mesure de gestion du personnel non visée aux articles 33 et 34, notamment :

- 1° fixer l'ancienneté administrative et pécuniaire des fonctionnaires et des agents contractuels;
- 2° fixer les traitements;
- 3° engager, approuver et ordonnancer toute dépense relative au personnel;
- 4° octroyer des congés maintenant le fonctionnaire en position d'activité de service;
- 5° placer un fonctionnaire en disponibilité pour maladie ou infirmité;

6° infliger le rappel à l'ordre et le blâme, conjointement avec le supérieur hiérarchique de niveau 1 habilité à cet effet;

7° licencier un agent contractuel pour faute grave;

8° affecter les fonctionnaires et les agents contractuels et en modifier l'affectation.

L'administrateur général informe le comité de gestion lors de sa prochaine séance, des décisions qu'il a prises en exécution de l'alinéa 1er, 4° et 5°.

CHAPITRE IV. — Missions statutaires

Art. 36. § 1er. L'administrateur général peut statuer sur les demandes individuelles d'intervention portant sur des prestations collectives.

Il peut déléguer son pouvoir aux directeurs des bureaux régionaux.

§ 2. En matière de prestations individuelles, le comité de gestion peut déléguer le pouvoir de statuer à l'administrateur général ou à d'autres fonctionnaires dans les limites et conditions que le comité de gestion fixe.

Art. 37. L'administrateur général peut approuver et ordonnancer :

1° des avances aux services et structures visés à l'article 24 du décret;

2° des subventions d'entretien ou de frais de séjour et des remboursements de frais réels aux services et structures visés au 1°.

CHAPITRE V. — Engagement et ordonnancement des dépenses non statutaires

Art. 38. L'administrateur général peut, à l'exclusion des dépenses relatives au personnel, engager, approuver et ordonnancer, dans la limite des crédits disponibles, toute dépense non statutaire n'excédant pas 1 250 000 francs et relative aux frais d'études, de relations publiques, de documentation, de participation en Belgique à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achat ou location de biens meubles non durables ou durables et autres services divers.

Art. 39. § 1er. Dans les limites des crédits disponibles, l'administrateur général arrête et approuve le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procède au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché, accomplit les actes d'exécution.

§ 2. La proposition de marché dont le montant excède 1 250 000 francs doit être soumise au préalable aux instances suivantes :

1° au comité de gestion, lorsqu'elle concerne les marchés visés à l'article 51, §§ 1er et 2 de arrêté royal du 22 avril 1977;

2° au bureau, lorsqu'elle concerne les marchés visés à l'article 51, § 5, du même arrêté royal.

Le choix du soumissionnaire, pour le marché dont le montant excède 1 250 000 francs et qui a été passé selon la procédure de l'appel d'offres ou du marché de gré à gré est approuvé par les mêmes autorités et selon les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent.

§ 3. En ce qui concerne le pouvoir d'approbation du cahier spécial des charges, celui-ci comprend également les décisions prévues dans les articles 3, § 2, 6, 7 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977, à savoir :

- décider des dérogations au cahier général des charges;
- décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;
- imposer le contrôle des prix;
- prévoir l'octroi d'avances.

§ 4. Dans le cadre d'un marché déjà conclu, l'administrateur général peut approuver des travaux supplémentaires ou modificatifs jusqu'à concurrence de 15 % du montant initial de la soumission.

Art. 40. Le comité de gestion est compétent pour statuer sur :

1° les demandes d'autorisation d'hébergement;

2° l'accord de principe sur les conventions à passer avec un pouvoir public, un établissement public ou un organisme privé conformément à l'article 23, alinéa 3, du décret;

3° les décisions d'agrément ou d'accord de principe concernant la construction ou l'achat portant sur des services ou structures visés à l'article 24 du décret;

4° les décisions d'octroi de subventions de fonctionnement ou de subsides à l'infrastructure pour les services visés à l'article 24 du décret et les décisions d'octroi de subventions visées à l'article 25 du décret.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 — 2081

[C - 27542]

27 JUNI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het beheerscomité van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 33, tweede lid;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.**Art. 2.** Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het beheerscomité van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.**Art. 3.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNONDe Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

TITEL I. — WERKING VAN HET BEHEERSCOMITE

HOOFDSTUK I. — *Oproepingen***Artikel 1. § 1.** De voorzitter roept de leden van het beheerscomité op, alsook de personen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen.

Het beheerscomité stelt de datum en het uur van de gewone zittingen jaarlijks vast.

§ 2. De voorzitter stelt de datum en het uur van de andere zittingen vast na raadpleging van de administrateur-generaal.

De voorzitter is gehouden het comité bijeen te roepen :

- hetzij op verzoek van de Regering;
- hetzij op verzoek van één kwart van de gewone leden van het comité.

Overeenkomstig artikel 36, eerste lid, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, moet de voorzitter het advies van de bevoegde adviesraad binnen de vastgestelde termijn inwinnen.

Art. 2. De gewone en de plaatsvervangende leden worden ten minste acht dagen vóór de vergadering opgeroepen. De dagorde van de vergadering wordt in de oproepingen aangegeven. De oproepingen worden gezonden aan het adres dat de leden aan de administrateur-generaal hebben meegedeeld. De plaats en het uur van de vergadering staan in de oproepingen vermeld. In spoedgevallen kan de termijn van acht dagen ingekort worden.**Art. 3. § 1.** De voorzitter legt de dagorde vast in overleg met de administrateur-generaal.

De dagorde wordt bij de opening van de vergadering goedgekeurd. Zij kan gewijzigd of aangevuld worden.

§ 2. Voor elk punt wordt een voorbereidende nota bij de dagorde gevoegd. Telkens als het mogelijk is, wordt een ontwerp van beslissing voorgelegd.HOOFDSTUK II. — *Vergaderplaats***Art. 4.** Het beheerscomité vergadert in de lokalen van het Agentschap. In uitzonderingsgevallen kan het waar dan ook vergaderen.HOOFDSTUK III. — *Deelneming aan de vergaderingen***Art. 5.** De plaats van een gewoon lid dat verhinderd is, wordt ingenomen door een plaatsvervangend lid. Het verhinderde gewone lid moet zijn plaatsvervanger vragen om hem te vervangen.

De oproepingen en de werkdocumenten worden zowel aan de plaatsvervangende als aan de gewone leden gestuurd.

Bij verhindering van de voorzitter worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de vice-voorzitter met de meeste dienstanciënniteit of, bij gelijke dienstanciënniteit, door de oudste vice-voorzitter.

Art. 6. De volgende personen nemen deel aan de vergaderingen met raadgevende stem :

- 1° de commissaris van de Regering;
- 2° de afgevaardigde van de Minister van Begroting;
- 3° de administrateur-generaal;
- 4° de adjunct-administrateur-generaal;

5° de voorzitter van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen;

6° de personen die bij besluit van het comité of het bureau als deskundigen worden uitgenodigd;

7° de personeelsleden van het Agentschap die ter uitvoering van artikel 12 door de administrateur-generaal worden aangewezen.

Art. 7. Het beheerscomité vergadert met gesloten deuren.

Art. 8. Wanneer een lid van het beheerscomité zich wegens zijn handicap door een persoon moet laten begeleiden, moet die persoon :

- zich onthouden persoonlijk tussen te komen in de beraadslagingen;
- de regels van de vergaderingen strikt naleven;
- de beraadslagingen geheim houden;
- zich schriftelijk verbinden voormelde verplichtingen na te komen.

HOOFDSTUK IV. — Beraadslagingen en stemmingen

Art. 9. De leden van het beheerscomité en de leden die raadgevende stem hebben, ondertekenen een presentielijst.

De voorzitter opent de vergadering mits het beheerscomité in voldoende aantal aanwezig is om op geldige wijze te beraadslagen.

Indien het comité, na regelmatige bijeenroeping, niet in voldoende aantal aanwezig is, beslist het op geldige wijze over de punten die twee keer achter elkaar op de agenda komen te staan, op de vergadering die na de tweede bijeenroeping belegd wordt, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 10. De voorzitter van het beheerscomité opent, leidt en sluit de discussies; hij geeft, weigert of ontkent het woord.

Hij zorgt voor de goede werking van de vergadering en voor de inachtneming van het reglement, en handhaaft de orde.

Art. 11. De agendapunten worden besproken in de volgorde waarin ze op de agenda voorkomen. Deze volgorde kan echter gewijzigd worden bij besluit van de voorzitter of van het beheerscomité.

Art. 12. De administrateur-generaal, bijgestaan door de adjunct-administrateur-generaal, brengt verslag uit over alle agendapunten. Hij kan zich door personeelsleden van het Agentschap laten bijstaan.

Art. 13. Elk lid heeft het recht om amendementen voor te stellen op de ontwerpen van beslissing die aan het comité worden overgelegd; ze moeten, voor zover mogelijk, schriftelijk worden ingediend en vóór de vergadering aan de voorzitter overhandigd. De commissaris van de Regering kan eveneens gebruik maken van dat recht.

Art. 14. Elke beraadslaging over één van de agendapunten kan op de voordracht van de voorzitter uitgesteld worden bij besluit van het beheerscomité.

Art. 15. § 1. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de gewone of plaatsvervangende leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. De leden stemmen bij handopsteken. Het lid dat zich onthoudt, kan zijn onthouding motiveren. Ze wordt in de notulen vermeld.

Bij niet-eenparigheid van stemmen wordt het gemotiveerde advies van de minderheid op haar verzoek in de notulen van de vergadering vermeld.

§ 3. Behalve andersluidende wets- of verorderingsbepalingen kan het beheerscomité voor persoonsgebonden aangelegenheden beslissen bij geheime stemming te stemmen.

HOOFDSTUK V. — Processen-verbaal

Art. 16. De administrateur-generaal maakt een ontwerp van proces-verbaal op. Het proces-verbaal vermeldt de naam van de aanwezige en verschoonde leden of van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten, alsook de naam van de met raadgevende stem aanwezige personen en van degenen die bij de bespreking van sommige agendapunten verhoord werden.

In het proces-verbaal staan een korte samenvatting van de debatten en de uitslag van de stemmingen.

Art. 17. In geval van dringende noodzakelijkheid kan het beheerscomité het proces-verbaal geheel of gedeeltelijk in zitting goedkeuren.

Het beheerscomité stelt de definitieve tekst van de processen-verbaal vast.

De processen-verbaal van het beheerscomité zijn vertrouwelijk.

Art. 18. De goedgekeurde processen-verbaal worden door de voorzitter en de administrateur-generaal of door hun vervanger getekend. Ze worden op de zetel van het Agentschap bewaard.

Art. 19. De leden van het beheerscomité en de personen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen, hebben het recht elk ogenblik inzage te nemen van de processen-verbaal.

Art. 20. De uittreksels van de processen-verbaal worden door de administrateur-generaal voor eensluidend verklaard.

HOOFDSTUK VI. — Tenuitvoerlegging en bekendmaking van de beslissingen

Art. 21. De tenuitvoerlegging van de beslissingen van het beheerscomité wordt aan de administrateur-generaal opgedragen.

De beslissingen worden uitgevoerd zonder goedkeuring van het proces-verbaal behalve voor de punten waarvoor het comité heeft besloten de tenuitvoerlegging tot na de goedkeuring van het proces-verbaal uit te stellen.

HOOFDSTUK VII. — *Rechten en plichten van de leden van het beheerscomité*

Art. 22. De leden die bijkomende inlichtingen over de agendapunten wensen te verkrijgen of mee te delen, nemen contact op met de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal.

Art. 23. De administrateur-generaal bezorgt elk lid een verzameling van wets- en verordeningbepalingen betreffende de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het beheerscomité ressorteren. Hij houdt deze verzameling bij.

Art. 24. De aanwezigheid op de vergaderingen is verplicht. Bij verhindering is het lid gehouden de voorzitter te verwittigen.

Art. 25. De leden van het beheerscomité mogen niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden waarbij ze rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, administrateur of personeelslid.

Art. 26. De leden en de personen die aan de vergaderingen deelnemen, moeten de beraadslagingen geheim houden.

HOOFDSTUK VIII. — *Werkgroepen*

Art. 27. Het beheerscomité kan uit zijn midden werkgroepen oprichten die belast worden met de behandeling van bepaalde punten. Het bepaalt de samenstelling en de werkwijze van de werkgroepen.

TITEL II. — WERKING VAN HET BUREAU

HOOFDSTUK I. — *Oproepingen*

Art. 28. § 1. De voorzitter roept de leden van het bureau op, alsook de personen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen :

- 1° de commissaris van de Regering;
- 2° de afgevaardigde van de Begroting;
- 3° de administrateur-generaal;
- 4° de adjunct-administrateur-generaal;
- 5° de personen die bij besluit van het bureau als deskundigen worden uitgenodigd.

Het beheerscomité stelt de datum en het uur van de gewone zittingen van het bureau jaarlijks vast. Het bereidt de vergaderingen van het beheerscomité voor en houdt toezicht op het dagelijks beheer van het Agentschap.

§ 2. De voorzitter stelt de datum en het uur van de andere zittingen vast na raadpleging van de administrateur-generaal.

§ 3. De oproepingen worden toegezonden, de dagorde van de vergadering vastgesteld en de vergaderplaats gekozen volgens de voorschriften bedoeld in de artikelen 2 tot 4.

HOOFDSTUK II. — *Beraadslagingen en stemmingen*

Art. 29. Er wordt beraadslaagd en gestemd volgens de voorschriften bedoeld in de artikelen 9 tot 15.

HOOFDSTUK III. — *Rechten en plichten van de bureauleden, processen-verbaal, tenuitvoerlegging en bekendmaking van de beslissingen*

Art. 30. De rechten en plichten van de bureauleden en van de op de vergaderingen opgeroepen personen zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 22 tot 26.

De processen-verbaal worden opgemaakt en de beslissingen uitgevoerd en bekendgemaakt volgens de voorschriften waarvan sprake in de artikelen 16 tot 21.

TITEL III. — BEVOEGDHEDEN VAN DAGELIJKS BEHEER

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 31. Onder het gezag van het beheerscomité houdt de administrateur-generaal hoog toezicht op de centrale diensten en de buitendiensten van het Agentschap. Hij coördineert de werken ervan en waarborgt de beheerseenheid ervan.

De administrateur-generaal heeft gezag over het personeel en zorgt voor de tucht en de organisatie binnen de diensten.

HOOFDSTUK II. — *Begroting*

Art. 32. De administrateur-generaal leidt en coördineert de bereiding van de begroting en zorgt voor de tenuitvoerlegging ervan.

HOOFDSTUK III. — *Personeel*

Art. 33. Alleen het beheerscomité is bevoegd om :

- 1° betrekkingen vacant te verklaren ten einde erin te voorzien bij bevordering, mutatie of werving;
- 2° de wervingsvoorwaarden van contractuelen te bepalen;
- 3° een ambtenaar van ambtswege te muteren;
- 4° een voorlopige afwijking van het verbod van cumulatie van activiteiten te verlenen;
- 5° een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing of de berisping op te leggen;
- 6° een ambtenaar in disponibiliteit te stellen door ambtsontheffing in het belang van de dienst;
- 7° een preventieve schorsing op te leggen;

- 8° een contractueel met opzegging of met compensatoire opzeggingspremie te ontslaan;
- 9° hogere functies aan ambtenaren van niveau 1 toe te kennen.

Art. 34. Het bureau is bevoegd om :

- 1° een contractueel in dienst te nemen;
- 2° een contractueel tijdens de proeftijd te ontslaan;
- 3° de schorsing van activiteiten toe te staan waardoor de ambtenaren in non-activiteit worden gesteld;
- 4° een ambtenaar wegens persoonlijke aangelegenheden in disponibiliteit te stellen.

Art. 35. De administrateur-generaal kan voor het personeelsbeheer elke maatregel treffen die niet in de artikelen 33 en 34 voorkomt, met name :

- 1° de administratieve en de geldelijke anciënniteit van de ambtenaren en de contractuelen vaststellen;
- 2° de wedden vaststellen;
- 3° alle personeelsuitgaven vastleggen, goedkeuren en betaalbaar stellen;
- 4° verloven toekennen waardoor de ambtenaar in actieve dienst blijft;
- 5° een ambtenaar wegens ziekte en gebrekkigheid in disponibiliteit stellen;
- 6° de terechtwijzing of berisping samen met de daartoe gemachtigde hiërarchische meerdere van niveau 1 opleggen;
- 7° een contractueel wegens ernstige fout ontslaan;
- 8° de ambtenaren en contractuelen aanstellen en hun aanstelling wijzigen.

Op de volgende vergadering van het beheerscomité geeft de administrateur-generaal kennis van de beslissingen die hij ter uitvoering van het eerste lid, 4° en 5° heeft genomen.

HOOFDSTUK IV. — Statutaire opdrachten

Art. 36. § 1. De administrateur-generaal kan zich uitspreken over individuele aanvragen om tegemoetkoming i.v.m. collectieve prestaties.

Hij kan zijn bevoegdheid aan de directeurs van de gewestelijke bureaus opdragen.

§ 2. Inzake individuele prestaties kan het beheerscomité, binnen de perken en onder de voorwaarden die het bepaalt, de beslissingsbevoegdheid aan de administrateur-generaal of aan andere ambtenaren opdragen.

Art. 37. De administrateur-generaal kan het volgende goedkeuren en ordonnanceren :

- 1° voorschotten aan de in artikel 24 van het decreet bedoelde diensten en structuren;
- 2° toelagen voor het onderhoud of voor verblijfskosten en terugbetaling van werkelijke kosten aan de in 1° bedoelde diensten en structuren.

HOOFDSTUK V. — Vastlegging en ordonnanciering van niet-statutaire uitgaven

Art. 38. Behalve de personeelsuitgaven, kan de administrateur-generaal, binnen de perken van de beschikbare kredieten, elke niet-statutaire uitgave vastleggen, goedkeuren en ordonnanceren die niet meer dan 1 250 000 frank bedraagt en verband houdt met studiekosten, public relations, documentatie, deelneming aan seminaries en colloquia in België, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, honoraria van advocaten, aankoop of huur van niet-duurzame of duurzame roerende goederen en verschillende andere diensten.

Art. 39. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bepaalt en keurt de administrateur-generaal het bestek of de bescheiden goed die ermee gelijkstaan, kiest de wijze van gunning, start de procedure op, sluit de opdracht en verricht de daden van tenuitvoerlegging.

§ 2. Het voorstel van opdracht waarvan het bedrag 1 250 000 frank overschrijdt, moet eerst onderworpen worden :

- 1° aan het beheerscomité, voor de opdrachten bedoeld in artikel 51, § 1 en § 2 van het koninklijk besluit van 22 april 1977;
- 2° aan het bureau, voor de opdrachten bedoeld in artikel 51, § 5 van hetzelfde koninklijk besluit.

De keuze van de inschrijver, voor een opdracht van meer dan 1 250 000 frank die ingevolge offerteaanvraag of onderhandse aanbesteding is gesloten, wordt goedgekeurd door dezelfde overheid en onder dezelfde voorwaarden als die waarvan sprake in het vorige lid.

§ 3. De bevoegdheid van goedkeuring van het bestek omvat eveneens de beslissingsbevoegdheden waarvan sprake in de artikelen 3, § 2, 6, 7 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977, hetzij :

- beslissen over afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden;
- beslissen te handelen tegen voorlopige prijzen of tegen terugbetaling;
- een prijzencontrole opleggen;
- de toekenning van voorschotten voorzien.

§ 4. In het kader van een reeds gesloten opdracht kan de administrateur-generaal bijkomende of wijzigingswerken ten belope van 15 % van het oorspronkelijke bedrag van de inschrijving goedkeuren.

Art. 40. Het beheerscomité is bevoegd om te beslissen over :

- 1° aanvragen om machtiging tot huisvesting;
- 2° het principieel akkoord over de met een overheid, een instelling van openbaar nut of een privé-instelling te sluiten overeenkomsten, krachtens artikel 23, derde lid, van het decreet;

3° de beslissingen van erkenning of principieel akkoord betreffende de bouw of de aankoop m.b.t. de diensten of structuren bedoeld in artikel 24 van het decreet;

4° de beslissingen van toekenning van werkingstoelagen of van infrastructuursubsidies voor de in artikel 24 van het decreet bedoelde diensten en de beslissingen van toekenning van toelagen bedoeld in artikel 25 van het decreet.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het beheerscomité van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen.

Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[9699]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 september 1996, dat in werking treedt op 14 september 1996, is het aan de heer Ghion, J., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 19 juni 1996 is de heer Steffens, G., raadsheer in het hof van beroep te Luik, aangewezen om de eerste voorzitter van het militair gerechtshof, bij dezes verhindering te vervangen, voor een nieuwe periode van drie jaar, met ingang van 11 oktober 1996.

Bij koninklijk besluit van 12 juli 1996 is de aanwijzing van Mevr. Rober, V., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar, met ingang van 9 oktober 1996.

Bij koninklijk besluit van 17 juli 1996 is de aanwijzing van Mevr. Kevers, F., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar, met ingang van 1 oktober 1996.

Zij blijft gemachtigd om zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[9699]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 septembre 1996, entrant en vigueur le 14 septembre 1996, M. Ghion, J., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles.

Par arrêté royal du 19 juin 1996, M. Steffens, G., conseiller à la cour d'appel de Liège, est désigné pour remplacer le premier président de la cour militaire en cas d'empêchement de celui-ci, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 11 octobre 1996.

Par arrêté royal du 12 juillet 1996, la désignation de Mme Rober, V., juge au tribunal de première instance de Termonde, aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans, prenant cours le 9 octobre 1996.

Par arrêté royal du 17 juillet 1996, la désignation de Mme Kevers, F., juge au tribunal de première instance de Tournai, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans, prenant cours le 1er octobre 1996.

Elle reste autorisée à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[16159]

Wetenschappelijk personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 14 juni 1996 wordt de heer Van Waes, Johan M., werkleider (rang B), met ingang van 1 januari 1996, in het Nederlands taalkader, benoemd tot werkleider geaggregeerde (rang C) bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gent.

[16181]

Bij koninklijk besluit van 20 augustus 1996 wordt Mevr. Herman, Lieve, werkleider (rang B), met ingang van 1 mei 1996, in het Nederlands taalkader, benoemd tot werkleider geaggregeerde (rang C), bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gent.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[16159]

Personnel scientifique. — Nominations

Par arrêté royal du 14 juin 1996, M. Van Waes, Johan M., chef de travaux (rang B), est nommé chef de travaux agrégé (rang C), dans le cadre linguistique néerlandais, au Centre de recherches agronomiques de Gand, à partir du 1er janvier 1996.

[16181]

Par arrêté royal du 20 août 1996, Mme Herman, Lieve, chef de travaux (rang B), est nommée chef de travaux agrégé (rang C), dans le cadre linguistique néerlandais, au Centre de recherches agronomiques de Gand, à partir du 1er mai 1996.